

Zachary Horkoff

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Le gouvernement fédéral doit continuer à assurer la croissance des petites entreprises et des grandes sociétés ainsi qu'à encourager les entreprises étrangères à s'installer au Canada. Afin de réduire le taux de chômage, nous devons prendre des mesures à l'intention des petites entreprises et des grandes sociétés dans les trois ordres de gouvernement. Une réduction du taux d'imposition du revenu des sociétés assurerait que les entreprises déjà exploitées au Canada auraient non seulement les moyens de continuer à être exploitées au Canada, mais auraient aussi les moyens d'accroître leur effectif. En outre, la réduction du taux d'imposition du revenu des sociétés inciterait aussi les entreprises étrangères à ouvrir des bureaux au Canada, ce qui renforcerait le statut du Canada au sein du G8 et de l'économie mondiale. Bien que le « Plan d'action économique du Canada » ait amené le déploiement de beaucoup d'efforts pour limiter les effets de la récession mondiale sur l'économie canadienne, d'autres mesures s'imposent. Une hausse du financement pour l'infrastructure, en particulier dans les régions éloignées comme le Nord ontarien, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, assurerait que toutes les régions du Canada soient accessibles et puissent bénéficier de la croissance des entreprises et de la création d'emplois. Avant tout, la retenue est de mise. Il est tentant de dépenser afin de rallier les groupes d'intérêts spéciaux et les électeurs privés de leur droit de vote, mais si nous ne faisons pas preuve de retenue, l'ensemble de la population en souffrira. Il faut accorder la priorité à la création d'emplois ainsi qu'à la réduction des dépenses inutiles.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Le Canada doit continuer à promouvoir le commerce extérieur tout en diversifiant les secteurs d'activité dans lesquels il intervient. De plus, il doit continuer à soutenir les secteurs qui connaissent déjà du succès. Le commerce extérieur est l'armature de l'économie canadienne. Toutefois, étant donné que les États-Unis sont notre principal partenaire commercial, notre capacité à générer des revenus de source étrangère et à élargir nos relations commerciales est limitée. Il est essentiel de réduire notre dépendance envers le marché américain. Nous devons diversifier nos relations commerciales et renforcer celles que nous avons avec des marchés émergents comme ceux de la Chine, de l'Inde et du Mexique. Il est aussi essentiel de continuer à favoriser la croissance de nos secteurs les plus performants, notamment celle du secteur manufacturier. Puisque nous avons investi une somme considérable dans le sauvetage du secteur de l'automobile, il importe de ne pas réduire, mais plutôt d'augmenter le financement à ce secteur. Un secteur automobile fort assurera une création d'emplois continue au Canada et le renforcement du statut du pays sur la scène internationale.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'oeuvre?

Le vieillissement de la population canadienne est une arme à double tranchant. Nous perdons des employés qualifiés et nous sommes confrontés à des hausses de coûts des régimes de retraite, lesquels, à leur tour, tendent à faire augmenter le taux de chômage. Les entreprises n'ont pas les moyens d'embaucher de nouveaux employés tout en payant les pensions de leurs anciens employés. S'occuper des personnes âgées est une priorité bien claire dans le budget. Les personnes âgées ont passé leur vie à contribuer à l'industrie canadienne et devraient être récompensées en conséquence. Nous devons trouver le juste équilibre entre l'aide aux personnes âgées et l'aide aux jeunes qui entrent sur le marché du travail. La hausse des droits de scolarité a empêché des jeunes de faire des études postsecondaires. Pour un emploi convenable, les employeurs demandent, presque unanimement, des études postsecondaires, alors de nombreux jeunes sont forcés de travailler au salaire minimum, même s'ils possèdent les compétences nécessaires pour des postes plus lucratifs.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Il faut augmenter le financement destiné au développement des compétences chez les jeunes Canadiens. Bien que le nombre de jeunes qui apprennent un métier au lieu d'entreprendre des études universitaires ou collégiales « traditionnelles » augmente, le gouvernement devrait en faire plus pour encourager les personnes intéressées par ce type de professions. Les Canadiens ont constamment besoin des gens de métiers spécialisés. Étant donné le vieillissement de la population canadienne, ces gens quittent l'effectif plus rapidement qu'ils y entrent. Il importe, alors que nous le pouvons encore, de profiter des compétences des gens de métier établis pour former et perfectionner les gens de métier de l'avenir. La productivité du secteur public doit aussi augmenter. Étant donné que de récents rapports indiquent que les jours de congé de maladie du secteur public coûtent presque un milliard de dollars par année, il faut exercer une plus grande surveillance du fonctionnement du secteur public. Le secteur public doit être dirigé comme une entreprise rentable. Les employés du secteur public ne devraient pas être en mesure de prendre un nombre illimité de jours de congé de maladie sans subir aucune conséquence.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

C'est l'ensemble de la population qui éprouve le plus de difficultés. La plupart de ces difficultés ont trait à la création d'emplois dans notre pays. Comme je l'ai déjà mentionné, notre priorité devrait être la création d'emplois. À défaut d'accroître l'emploi, le Canada ne pourra pas continuer d'agir sur la scène internationale à titre d'acteur économique important. Pour accroître l'emploi, nous devons réduire le taux d'imposition du revenu des sociétés. Si nous ne faisons pas en sorte qu'il soit sensé sur le plan économique d'exploiter une entreprise au Canada, nous ne pouvons pas nous attendre à ce qu'une entreprise souhaite déménager au Canada ou à ce que quiconque souhaite établir une nouvelle entreprise au Canada.

